



Solidarité avec le combat de la dignité des journalistes tunisiens

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes, membres de la Fédération internationale des journalistes) apportent leur solidarité à la « grève nationale de la dignité » du 14 janvier, lancée par le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), dans le climat de grave crise sociale que connaît le pays, marquée par la récente immolation de leur confrère Abdel Razzaq Zorgui.

Ce journaliste caméraman âgé de 32 ans s'est donné la mort en s'immolant, pour dénoncer les conditions de vie des habitants de sa région de Kasserine (centre ouest), où sévit un chômage massif. Avant de se suicider, il avait dénoncé les conditions de vie des habitants de sa région, décrits comme « *affamés et marginalisés* ».

Cette région est l'une de celles d'où sont parties en décembre 2010 les révolutions arabes, lorsqu'un vendeur ambulant s'était, lui aussi, immolé par le feu pour protester contre les violences policières du régime Ben Ali.

Dans ces conditions et après la répression des mouvements de protestation qui ont suivi le suicide du journaliste, le SNJT appelle à « une grève nationale de la dignité le 14 janvier, jour anniversaire de la révolution de 2011, pour protester contre la situation désastreuse du secteur médiatique, notamment dans le privé et la condition fragile d'un bon nombre de journalistes ».

Les syndicats français saluent le combat des journalistes tunisiens et appellent Tunis à cesser toute forme de répression et à répondre aux demandes sociales des salariés, dont celles de nos confrères, dans un pays qui connaît un fort taux de chômage (15%) et une inflation à 8%.

Il est urgent que la justice et l'équité sociales soient partout mises en œuvre et bien établies.

Le 28 décembre 2018